

Découverte d'un vaste réseau de trafics sexuels au Burundi

PANA, 24 septembre 2013 Bujumbura, Burundi - De jeunes villageoises de 10 à 16 ans font l'objet au Burundi d'un vaste réseau de trafic à des fins de prostitution, révèle une récente enquête de la fondation canadienne "Justice et Équité". Responsable de la fondation, Mme Florence Boivin Roumestan, affirme avoir passé ces six derniers mois à effectuer des enquêtes qui ont permis de découvrir à la fin que ce phénomène, jusque-là insoupçonné, commence à prendre de grandes proportions pour le moins inquiétantes.

Le trafic en question cible principalement des jeunes filles mineures du milieu rural qui sont ensuite acheminées vers les nombreuses maisons closes de la capitale burundaise. De jeunes lycéennes de la capitale sont également la cible privilégiée des rabatteurs parfois recrutés dans ces lycées, a encore révélé Mme Florence Boivin Roumestan, affirmant au passage que ces « proies » sont « battues, affamées » pour être livrées aux revendeurs, moyennant des sommes sonnantes et trébuchantes. Ces révélations ne manquent pas de provoquer un grand choc au sein de la société burundaise réputée « pudique » sur les questions de sexualité et davantage sur ce qui est considéré ailleurs comme le plus vieux métier du monde. De son côté, le commandant de la Police burundaise des mineurs, nouvellement créée, le colonel Christine Sabiyumba, a reconnu les faits allégués dans le rapport d'enquête de la Canadienne, précisant que le phénomène n'était pas 'nouveau'. On se rappelle qu'un trafic de jeunes burundaises entre Bujumbura et Beyrouth, la capitale libanaise, avait déjà frôlé la chronique dans les médias du pays, lorsque cette jeune police des mineurs multipliait des descentes musclées et autres actions d'ampleur dans les hautes maisons closes, pour décourager la débauche sexuelle, avant de baisser les bras, sans plus d'explication à l'opinion nationale. La pauvreté croissante touchant près de 70% de la population burundaise et explique, en grande partie, la recrudescence de ce « commerce sexuel », parfois pour la survie des ménages, dit-on dans les milieux spécialisés dans les questions de société à Bujumbura.